

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Janvier  
Février 2021 - N°84

1 €



L'invité du DR :

**Michel Collon,**  
« COVID-19 : les populations ont le droit de savoir »

**Dogan Özgüden**

En route vers le troisième génocide arménien ?

**Vladimir Caller**

• Biden et la Reine Elisabeth II  
• Un autre Israël existe

**Martin Willems**

Quel monde faisons-nous aux suivants ?

**Marc Denonville**

• Menaces sur le droit de grève  
• Il y a 60 ans, Patrice Lumumba

**Georges Berghezan**

Venezuela, des élections dans un contexte difficile

**Bernard Lefevre**

Surveiller et punir

**Marie-France Deprez**

Nouvelle année de lutte pour la libération de Julian Assange

[Sommaire complet à la page 20](#)

## Éditorial :

### MARADONA, MACRON, BIDEN, COVID...

Avec un manque d'élégance qui correspond bien à sa caste, le président Macron s'était permis de critiquer, post mortem, les engagements politiques du défunt footballeur argentin Diego Maradona : « *Ce goût du peuple, Diego Maradona le vivra aussi hors des terrains. Mais ses expéditions auprès de Fidel Castro comme de Hugo Chavez auront le goût d'une défaite amère.* » En réfléchissant bien, on peut en effet comprendre que, pour le Président français, la fréquentation de Fidel et Hugo par Diego ait la saveur d'une défaite, de surcroît amère. Lui préfère la fréquentation, « victorieuse » et « douce », de ses interlocuteurs préférés : le prince saoudien Mohammed ben Salman et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, tous deux engagés à priver les Palestiniens de ce qui leur reste de territoires et de souveraineté.

Côté américain, les choses ne s'annoncent guère meilleures. Le choix de Joe Biden

d'Anthony Blinken et de Jacob Sullivan, respectivement comme Secrétaire d'Etat et Conseiller à la sécurité nationale, deux adeptes des politiques militaristes outrancières aux postes les plus importants de l'organigramme de la Maison blanche, ne fait que confirmer nos sombres prédictions (voir édito du DR-83).

Une configuration préoccupante pour l'avenir des relations internationales et pour la paix mondiale sur fond d'hystérie antirusse et antichinoise, soigneusement orchestrée par les grands médias au service du Pentagone. Tout ceci dans un contexte de grave crise sanitaire où le nombre de victimes, en particulier et comme d'habitude dans les populations les plus défavorisées, n'a d'égale que l'explosion des bénéfices du nouvel Eldorado du capital transnational : les industries militaires, pharmaceutiques et numériques.

Chez nous aussi, encore une fois, ce sera aux travailleurs et aux simples gens de supporter l'essentiel de la crise, avec son lot de chômeurs, de malades et de populations en grande précarité. Les patrons, eux, continueront à toucher des dividendes, à bénéficier de réductions de cotisations sociales et à recevoir des subsides publics. Conséquences propres à la nature même du système capitaliste mais cette fois aggravées par une gestion irresponsable et arrogante de la crise du Covid-19, où nos bureaucrates ont préféré faire preuve d'amateurisme au lieu de prendre en compte les expériences des pays non soumis aux intérêts du secteur privé. Comportement insensé de nos autorités, analysé et dénoncé par de prestigieux experts dans l'ouvrage « Planète malade », remarquablement dirigé et coordonné par Michel Collon, notre invité dans ce numéro. VC ■

## Michel Collon : « nos dirigeants n'ont pas l'esprit scientifique et n'ont pas fait l'effort de comprendre »

*Volontairement confiné, Michel Collon a investi sept mois à temps plein pour nous proposer un ensemble d'analyses, questionnements et réflexions à propos de la crise sanitaire en cours. Son livre « Planète malade » comporte un tome de 40 entretiens avec des personnalités du monde scientifique, politique, médiatique, hospitalier et un tome d'enquête personnelle.<sup>1</sup> Pour alerter et dénoncer car les conséquences de cette crise auraient pu être bien moins graves, notamment en perte de vies, si nos responsables politiques avaient fait preuve de plus de responsabilité pour la santé de leurs administrés et de moins d'allégeance envers les puissants intérêts économiques qui agissent en coulisse. Vétéran de tant de batailles, en voilà une de plus, Michel nous rend compte de sa dimension et de ses perspectives. Le DR se réjouit de lui ouvrir ses pages.*

**Le Drapeau Rouge.-** Même si les médias dominants restent assez discrets à ce sujet, il y a une énorme différence entre le bilan des victimes de la Covid 19 dans les puissances occidentales et dans certains pays d'autres continents. Comment expliquez vous ces résultats si contrastés ?

<sup>1</sup> Dont Jean Ziegler, Rafael Correa, Laurent Laforgue, John Catalinotto, Sophie Merckx, Alfredo de Zayas pour les plus connus.

**Michel Collon.-** Leur refus de comparer est en effet saisissant. D'un côté, l'Europe et les USA, soit environ 700 millions d'habitants, déplorent plus de 700.000 décès à ce jour (davantage en fait, les statistiques US sont manifestement sous-estimées). De l'autre côté, sept pays (pour un total de 1,52 milliard d'habitants) comptent seulement 7.000 morts. Cent fois moins de décès ! Mon livre analyse pourquoi ils ont réussi là où les pays les plus puissants ont échoué.

**Le DR.-** De quels pays parlez-vous ? La Chine sans doute...

**M.C.-** Oui. Quatre mille décès seulement alors qu'elle a été la première à affronter ce virus nouveau et complexe. Mais aussi le Vietnam, l'État indien du Kerala (dirigé par un gouvernement communiste), le Vietnam, Cuba, le Venezuela. Tous ont remarquablement limité les pertes...

**Le DR.-** Quel est leur secret ?

**M.C.-** En analysant leurs expériences, je suis arrivé à la conclusion que la stratégie la plus efficace combine sept méthodes qu'il faut appliquer comme un ensemble : 1. Réagir tout de suite. 2. Contrôler immédiatement les voyageurs. 3. Dépister et tracer systématiquement. 4. Tester massivement. 5. Des équipes sanitaires dans les quartiers pour détecter, tracer, conseiller, soutenir concrètement et moralement. 6. Des aides matérielles aux personnes en quarantaine. 7. Confiner seulement de façon ciblée.

Donc en fait, ils ont placé la santé et la vie des gens avant l'économie. Ils ont mis rapidement les entreprises à l'arrêt quand c'était nécessaire et le paradoxe, c'est que leurs économies ont beaucoup moins souffert et redémarré bien plus vite.

**Le DR.-** En « bons élèves », vous ne voyez que des pays socialistes ?

**M.C.-** Je pense que c'est en effet le premier point du bilan : oui, le système socialiste a montré sa supériorité car il a placé

l'homme et non le profit au cœur de sa stratégie ; en outre, face à une crise de cette ampleur, le service public est bien plus efficace que le privé qui n'agit que s'il y trouve un profit et qui agit dans le désordre.

**Le DR.-** Était-ce impossible pour un pays capitaliste d'adopter une bonne stratégie ?

**M.C.-** Non. En Nouvelle Zélande, le gouvernement Arden a pris la menace tout de suite au sérieux, a étudié l'expérience chinoise et appliqué les recommandations de l'OMS. Son bilan est remarquable également. J'ai aussi analysé la Corée du Sud, Singapour et divers pays asiatiques qui ayant tiré les leçons de l'épidémie du coronavirus en 2003, s'étaient préparés et s'en sont bien sortis.

**Le DR.-** Je reviens alors à ma question de départ : pourquoi la France et la Belgique n'ont-elles pas suivi l'exemple de la Chine et des autres pays ?

**M.C.-** À ce stade, je ne peux donner une réponse définitive. Il faudrait publier les archives des discussions entre les administrations et les experts. Les contradictions ont été très fortes dans certains pays et mon livre les étudie. C'est évidemment la question-clé, les populations ont le droit de savoir pourquoi elles ont été si mal protégées. Les chercheurs que j'ai interviewés ont confirmé mon impression : 80 à 90 % de nos décès étaient évitables si nos gouvernants avaient réagi vite et fort au lieu d'attendre et d'hésiter avant d'adopter des demi-mesures. C'est comme pour un incendie : plus vous attendez, plus il trouve du combustible, et plus il fera de dégâts.

**Le DR.-** Un chapitre au début de votre livre s'intitule « Pourquoi on a perdu deux mois avant de réagir ». Ils n'ont vraiment rien fait ?

**M.C.-** Au début, vraiment rien, non. Souvenez-vous des discours sur la « petite grippe » et l'inutilité des masques. Puis,

quand la catastrophe s'abat sur l'Italie, à notre porte, Macron déclare, le 6 mars encore : « *Nous ne renoncerons à rien. Surtout pas aux terrasses, aux salles de concert.* » Et il fait voter le 15 mars ! Ce retard est la cause principale de la propagation chez nous ; le mathématicien français Laurent Lafforgue, que j'ai interviewé, le démontre, chiffres à l'appui. Même durant la première quinzaine de mars, nos gouvernements ont adopté des « mesurètes » au lieu d'appliquer les méthodes qui avaient donné de bons résultats ailleurs.

**Le DR.-** Comment expliquez-vous ce refus de l'Occident ?

**M.C.-** J'ai formulé cinq hypothèses et je crois que ces facteurs se combinent, mais il faudrait une commission d'enquête pour en juger :

N° 1. L'arrogance occidentale : pas question d'écouter les Chinois et autres Asiatiques, nous sommes à l'abri. Richard Horton, directeur du Lancet, met ce facteur en avant. « *Les gouvernements occidentaux, et particulièrement les États-Unis, essaient désespérément de détourner l'attention de leurs propres erreurs catastrophiques. Nous avons assisté à une énorme manifestation de sinophobie, de racisme contre la Chine, de la part de nos gouvernements, mais aussi de nos scientifiques. Cette arrogance est responsable de dizaines de milliers de morts.* »

N° 2. L'incompétence : nos dirigeants n'ont pas l'esprit scientifique et n'ont pas fait l'effort de comprendre l'impact de la progression géométrique exponentielle qui mènerait à la catastrophe si des mesures de prévention radicales n'étaient pas prises tout de suite.

N° 3. L'impréparation : comme on n'avait rien préparé sur le plan des masques, tests et autres équipements, il était très difficile de mettre en route les bonnes mesures et on l'a caché pour ne pas être discrédité et ne pas créer la panique.

N° 4. L'économie : on craint en testant massivement de découvrir trop de contaminés et de devoir arrêter les entreprises. Chaque pays, engagé dans la grande bataille de la concurrence internationale, craint des pertes de profits qui l'affaibli-

raient dans cette compétition. La carte des décès en Lombardie correspond exactement à celle des régions où le patronat a forcé à travailler alors que le virus était déjà très répandu. Des firmes comme Amazon ont obligé à travailler alors que leurs sièges enregistraient de nombreuses contaminations. Et en Belgique, une entreprise contrôlée sur deux ne respecte



pas les mesures de précaution, mais il n'y a pas de sanctions.

N° 5. Les dirigeants occidentaux peuvent d'autant moins admettre l'efficacité de la Chine qu'ils sont en guerre froide contre ce pays. Bien conscients de son efficacité économique supérieure (même s'ils n'en comprennent pas les raisons), bien décidés à maintenir l'hégémonie de l'Occident sur le monde, ayant déjà engagé une guerre froide menée par les États-Unis et globalement suivie par l'Union européenne (malgré certaines réticences pour raisons commerciales), l'Occident a entamé une guerre globale de l'information contre la Chine. Depuis des années, tout ce qu'elle fait est mal, ses fautes, réelles ou inventées, sont soulignées, ressassées, mises en évidence comme l'expression d'une dictature totalitaire et d'un nouvel impérialisme qui menacerait de nous coloniser. Comment alors pourrait-on reconnaître que ce pays, après des hésitations et erreurs initiales, a bien mieux protégé sa population face à la Covid, qu'on aurait dû s'en inspirer et coopérer au plus vite pour diminuer le nombre de morts ?

**Le DR.-** Vous parlez d'impréparation ?

**M.C.-** Depuis 2003, tous les experts nous avertissaient : « Une pandémie est inévitable, on ignore seulement quand elle surviendra ». Immunologues et virologues, grandes revues médicales et même

les services de renseignements US et français nous disaient : Préparez en quantité les masques, les tests, les respirateurs et un grand plan de bataille. Ils ont parlé dans le vide. En 2020, nos pays n'avaient pas de masques, pas de tests et aucun plan. Ce fut l'improvisation totale. Nos gouvernements néolibéraux ont négligé des investissements qui ne rapportaient rien. Pire, au lieu de renforcer notre système hospitalier, ils l'ont affaibli et livré au business. Heureusement que notre Sécurité sociale et l'engagement héroïque de nos soignants ont permis de limiter les dégâts. La comparaison avec les USA est frappante.

**Le DR.-** Est-il encore possible de remédier à cette situation; d'éviter au moins qu'elle ne s'aggrave ? Si oui, comment ?

**M.C.-** Il faudrait ouvrir les archives, cesser de protéger les fautes commises, instaurer une commission d'enquête réellement contradictoire et ouverte à toutes les analyses, envoyer des missions d'enquête dans les pays qui ont bien presté. Bref traiter la population en adultes qui ont le droit de savoir. Mais pour cela il faudrait aussi passer du mode « guerre économique » au mode « coopération humanitaire ». Il est scandaleux qu'en pleine pandémie, les États-Unis, lâchement suivis par l'UE, aient renforcé leurs boycotts et sabotages économiques contre Cuba, l'Iran, le Venezuela (où ils ont même tenté d'organiser une invasion armée et un coup d'État !). Cela a tué beaucoup de gens. Mais comme vous le savez, on veut nous maintenir dans cette ambiance de guerre froide alors que le virus ignore les frontières.

**Le DR.-** Une campagne assez répandue de « covidosceptiques » a lieu notamment sur les réseaux sociaux. Ils nient toute gravité à la pandémie. Le film « Hold Up », énorme succès d'audience, semble séduire pas mal de monde. Qu'en pensez-vous ?

**M.C.-** J'ai eu juste le temps de répondre à sa pseudo-analyse avant d'envoyer à l'imprimeur. Ce film part de questions justifiées, escamotées par les médias. Mais il apporte de mauvaises réponses, anti-scientifiques.

Malheureusement, on nous enferme dans un faux dilemme : ou bien croire la version officielle sans poser de questions ou bien croire des charlatans. Or, cette crise montre précisément qu'il faut arrêter de « croire ». C'est de science que nous avons besoin. Et elle exige le débat démocratique sans tabous, la stimulation des échanges et des bonnes controverses pour analyser tous les phénomènes humains et trouver des solutions aux problèmes. Marx et Engels l'avaient bien compris. Einstein aussi dans son célèbre article de 1949 démontrant que le capitalisme était dépassé car incapable de résoudre ses problèmes.

**Le DR.- Comment expliquez-vous la montée du « complotisme » ?**

**M.C.-** C'est un phénomène courant en période de grave crise et d'angoisse. Mais je pense que nos autorités l'ont elles-mêmes renforcé. En commençant par minimiser et mentir sur les masques, les tests et les causes de notre impréparation. En donnant des directives qui se contredisaient. En refusant de dire qu'une solution simple existait puisque certains pays obtenaient de bons résultats. En répétant les bobards de Trump et Pompeo sur la Chine au lieu de coopérer. En adoptant une com anxieuse et souvent infantiliste. En réprimant les contestations sociales et en prenant des mesures liberticides inutiles comme Macron. En censurant les infos gênantes, voire même en diabolisant Cuba et le Venezuela. Tout ceci cachait les fautes de nos gouvernants néolibéraux et déplaçait la responsabilité sur les citoyens « pas assez disciplinés » (alors

que nos populations globalement ont été très responsables et solidaires). En refusant d'ouvrir le débat médiatique. Tout ceci a alimenté le courant comploteur et négationniste.



**Le DR.- Et le vaccin ? Pourquoi depuis le début de la crise met-on l'accent sur le vaccin et pas sur le traitement de la maladie et ses symptômes ? Quid de la variété des offres ? Leur concurrence est-elle seulement du domaine commercial ?**

**M.C.-** Mon livre analyse les multiples fraudes et tricheries du Big Pharma, la corruption révélée par divers scandales concernant Pfizer, Merck, Sanofi, AstraZeneca, etc. Effectivement, la question du vaccin est polluée par des intérêts commerciaux. Alors que les recherches doivent énormément aux fonds publics, on privatise d'énormes profits et on

reporte les coûts (risques d'effets secondaires) sur le public, donc sur les contribuables. La recherche scientifique, le contrôle des médicaments et vaccins, l'industrie pharmaceutique, et l'ensemble des soins de santé au Nord et au Sud : seul le service public peut être intègre et efficace ! Les multinationales ne sont pas la solution, elles sont le problème. Il faut imposer le débat à ce sujet d'autant que les experts nous annoncent d'autres pandémies qui peuvent survenir très vite.

Nos médias font une énorme promo pour les multinationales pharmaceutiques occidentales alors que des vaccins peut-être moins risqués, ont été produits par d'autres pays. J'y ai consacré une émission 'Michel Midi' avec le chercheur Johan Hoebeker. Conclusion : pas du tout anti-vaccin, mais prudence !

**Le DR.- Un livre désespérant ?**

**M.C.-** Mon livre se conclut par un chapitre « Une solution était possible ». Cette pandémie nous a apporté des leçons précieuses sur notre société, notre économie, notre écologie. Elle souligne l'urgence de repenser notre système et beaucoup de gens se sont posés ces questions avec intensité. Rien n'est jamais écrit d'avance, vous le savez, et tout dépendra de l'engagement de chacun là où il est, pour faire échec aux censures et développer ces débats. Alors, je peux espérer que mon livre n'aura pas été inutile. ■

*Propos recueillis par Vladimir Callier*



## 2021 : En manière de vœux, un engagement...

À l'occasion de la nouvelle année, le Collectif du DR, vous souhaite une année 2021 de réussites et, surtout, en bonne santé ! Il tient également à remercier ses abonnés, lecteurs et amis pour le soutien, sous des formes diverses, qu'ils apportent à notre journal. Soutien qui nous engage pour persévérer dans l'effort qui fut celui de Joseph Jacquemotte et de ses camarades lorsqu'il y a un siècle (octobre 1921), ils crurent urgent de sortir *le Drapeau Rouge*, une publication de luttes et d'espoir, radicalement distincte à celles dominantes alors.

Cette année 2020, fut une année particulièrement horrible en tous les sens du terme ; celle qui arrive s'annonce très sombre en particulier, comme d'habitude, pour les travailleurs, pour les segments les plus défavorisées de notre société. Nous ne pouvons que les encourager à résister, à s'organiser, à se battre. Le DR cherchera d'être toujours à leur côté et à leur écoute. Bonne année, dès lors, aux barricades qui s'annoncent !

# En route vers le troisième génocide arménien ?

Dogan Özgüden\*

**Le président turc Recep Tayyip Erdogan, dont le pays a été le principal soutien de l'Azerbaïdjan lors de son occupation du Haut-Karabakh, s'est rendu le 9 décembre 2020 à Bakou afin de célébrer avec le président Aliyev leur « victoire » grâce au soutien tacite des puissances du monde. En effet, il s'agit pour Erdogan d'une nouvelle étape dans sa conquête turco-islamiste qui vise le contrôle des sources d'énergie de la Région du Caucase et l'ouverture à un accès direct des pays turcophones d'Asie centrale.**

Grâce aux technologies avancées de notre époque, j'ai pu suivre, le soir du 17 novembre, une séance de l'assemblée turque sur la chaîne parlementaire TBMM TV.

L'ordre de jour prévoyait, après la « victoire » dans le Haut-Karabagh, l'approbation de la feuille de route autorisant l'envoi par Erdogan de soldats turcs en Azerbaïdjan. Autorisation adoptée à une large majorité par des représentants dociles. Cinq jours plus tôt, le 12 novembre, j'avais déjà suivi un débat à la Chambre des représentants de Belgique, sur l'attaque dans le Haut-Karabagh. Prenant la parole lors de cette séance, le député CDH Georges Dallemagne avait raconté ce qu'il avait vu et vécu en personne dans le Haut-Karabagh où il s'était rendu, bravant tous les dangers, lors de l'attaque azéro-turque. Il avait accusé les dirigeants belges et de l'Union européenne de ne pas s'être opposés à l'agression et d'avoir abandonné le peuple arménien à lui-même sur ses propres terres où il était victime du troisième génocide de son histoire.

« J'ai vu de mes propres yeux l'agression azerbaïdjanaise, s'exclamait-il. Oui, j'ai vu comment drones et bombes à sous-munitions étaient utilisés contre le peuple armé-

nien. J'ai vu le bain de sang. J'ai vu comment les Arméniens avaient été abandonnés de tous face à la barbarie. Personne ne s'est opposé à l'acheminement de terroristes depuis la Syrie et l'Arménie a été obligée de se rendre. La véritable victoire, derrière celle de l'Azerbaïdjan, c'est celle de la Turquie. »

## Une lâche indifférence face au crime

Il s'en prenait ensuite au gouvernement belge « Pendant que tout cela avait lieu, le groupe de Minsk est resté à l'écart, et l'Europe n'a pas bougé le petit doigt. Vous dites maintenant que vous accueillez ce cessez-le-feu avec satisfaction. [...] Accepterez-vous que le plus fort fasse accepter tout ce qu'il veut au seul pays réellement démocratique de la région ? Accepterez-vous qu'un pays membre de l'OTAN utilise contre un pays voisin des terroristes et des armes interdites ? [...] Pire encore, acceptera-t-on qu'Erdogan, en ouvrant un couloir permettant de relier directement la Turquie aux Républiques turques de la région, réalise son rêve d'un grand Empire ottoman et prenne le contrôle du futur gazoduc venant de la Mer Caspienne ? »

En effet, quel lamentable spectacle que celui de l'Union européenne si prompt à condamner la Pologne ou l'Hongrie pour des soi-disant atteintes aux droits de l'homme tout en gardant un silence honteux concernant des massacres qui coûtent la vie à des milliers d'Arméniens. Le cas d'Israël est encore plus indigne; il apporte à l'Azerbaïdjan son meilleur savoir-faire en technologie de guerre sachant parfaitement que ce pays va l'utiliser pour massacrer des populations civiles. On pouvait attendre un peu plus de décence de la part d'un pays dont l'existence découle de la Shoah envers un peuple comme l'arménien qui a connu aussi des pratiques génocidaires.

Quant à la classe politique turque son comportement fut bien contrasté. Ce qui fut dit sur l'estrade parlementaire au nom du CHP, principal parti d'opposition étiqueté « centre gauche », par le député d'Istanbul Ahmet Ünal Çeviköz était à

peine croyable : « ...Nous voulons exprimer une fois encore notre satisfaction de voir les terres azerbaïdjanaises occupées par l'Arménie rejoindre sauvées, la mère patrie. Et nous présentons nos félicitations à l'armée azerbaïdjanaise qui couronne d'une grande victoire son droit à la légitime défense exercé depuis le 27 septembre... »



© Sputnik . Ilya Pitalev

Heureusement qu'il y a un parti, le Parti démocratique des peuples (HDP), pour sauver l'honneur du pouvoir législatif au sein du Parlement... Tout comme le Parti des travailleurs de Turquie dans les années 60, le troisième parti du pays, qui de nos jours résiste face à tous les obstacles et intrigues, a prouvé qu'il était la seule force politique élevant la voix du pacifisme et de la fraternité des peuples.

Le soir du 17 novembre, Tulay Hatimogulları Oruç, députée d'Adana, déclara par ces mots on ne peut plus clairs que le groupe HDP dirait « non » à la feuille de route : « De la même manière qu'hier, le HDP n'a pas dit « oui » au fait de laisser, sous quelque motif que ce soit, des peuples s'entretuer, les conflits régionaux s'approfondir et des populations voisines s'affronter, nous ne dirons pas « oui » aujourd'hui... c'est notre détermination à tenter de résoudre les problèmes par le dialogue et des moyens pacifiques et politiques. » ■

\* Journaliste turc exilé en Belgique, persécuté par le régime turc depuis 1971 il est un des cofondateurs de l'agence de presse Info-turk (<http://www.info-turk.be>), où vous trouverez l'ensemble de ses articles, et du centre interculturel Ateliers du Soleil (<http://www.ateliersdusoleil.be>)

# Quel monde faisons-nous aux suivants ?

Martin WILLEMS, permanent syndical CSC-UF

*Si je voulais exprimer un vœu en cette fin d'année, ce serait celui de ne pas se laisser noyer dans l'urgence du quotidien (ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas la traiter !) et de ne pas perdre de vue les enjeux de long terme.*

Il faut lutter contre la pandémie et soigner les malades. Mais l'angoisse de la maladie ne doit pas faire oublier que, pandémie ou pas, nous ne sommes vivants que pour un temps. Il y a eu une histoire sociale avant nous et elle continuera après nous. Sans qu'il faille pour autant renoncer à l'émancipation autonome de chaque travailleur, une responsabilité incombe aussi à chacun : celle de ne pas dilapider l'héritage social de ceux qui se sont battus avant nous, et de ne pas ruiner les chances de ceux qui nous suivent de vivre au moins aussi bien.

Il y a débat sur le fait que les jeunes seraient les grands perdants de cette crise ; qu'ils seraient les plus pénalisés par les conséquences économiques des mesures prises. Il est vrai que les jeunes travailleurs sont contraints, de manière disproportionnée, d'accepter des emplois précaires qui sont les premiers touchés en période de crise ; sans compter que certaines de ces activités ont été oubliées des mesures de soutien. Imaginons le désarroi d'un jeune travailleur qui entre dans la vie professionnelle en mode « télétravail » ! Celui qui cherchait un emploi avant la pandémie doit considérer 2020 comme une année perdue, qui rallonge sa quête. Rares sont les nouveaux engagements, plus rares encore l'engagement de travailleurs sans expérience.

Cerise sur ce gâteau amer : par définition ce sont ceux qui entament maintenant leur parcours professionnel qui devront payer le plus longtemps la facture (s'il fallait payer la dette publique ; à ce stade on doit encore plus en douter).

S'il y a matière à réflexion, il ne faut pas tomber dans le piège d'opposer les victimes à d'autres, alors que d'évidence les fortunés se sortent très bien de cette crise, voire prospèrent. Laisser se disputer les précaires entre eux a toujours été la meilleure manière, pour les nantis, de faire diversion de leurs profits. Mais portons le débat au-delà de la crise immédiate.

## Réchauffement climatique

Ce n'est pas original de constater que la pandémie a relégué au second plan le mouvement social impressionnant (et transgénérationnel) pour exiger un changement de système, seul à même de contrer le réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques. La pandémie est aussi l'occasion de rappeler l'ampleur de la transformation nécessaire : les réductions d'émission de CO<sub>2</sub> qui résultent du ralentissement économique (involontaire) en 2020 correspondent en fait à l'effort qui devrait dorénavant être fait chaque année pour atteindre les objectifs fixés. Cela signifie non pas que le changement nécessaire devrait avoir, chaque année, un impact comparable à celui des conséquences de la pandémie, mais que chaque année il faudra faire, par rapport à l'année précédente, une transformation dont l'impact reviendrait à celui d'une pandémie « en plus ». Les efforts à consentir sont cumulatifs.

L'enjeu consiste justement à ne pas faire ce qui a été fait cette année : il faut éviter que les efforts se traduisent en une austérité et un enfermement des plus modestes, pendant que les plus fortunés continuent à mener grand train et ne souffrent pas de mesures qui, dans leurs conditions de vie, n'ont que peu d'effet. Que signifie le confinement de l'espace public quand on dispose d'immenses étendues privées ; que signifie la fermeture des étals de prêt-à-porter, quand on peut se faire livrer du « sur mesure » ?

Les mesures qui seront prises contre le changement climatique ne peuvent pas

ressembler à celles qui ont été prises – en parant au plus pressé – contre la pandémie.

## Dettes étudiantes

Sur le sujet du « passage de témoin », il y a un autre dossier passé à l'arrière-plan, et dont on parlait déjà peu dans notre pays parce qu'il n'y est pas aussi aigu qu'ailleurs, même s'il est bien présent : la question du coût des études, de l'investissement qu'elles représentent, et des inégalités que cela entretient.

L'évolution est lente et progressive, mais saute aux yeux si on compare la situation à quelques décennies d'intervalle. Il y a cinquante ans, suivre des études supérieures était rare, et pas du tout nécessaire pour entamer une carrière professionnelle (sauf bien sûr pour les professions qui impliquent un diplôme précis). Même terminer le cycle secondaire n'était pas indispensable. Il n'était pas rare de commencer à travailler à 16 ans. Bien sûr on commençait alors « à l'usine » ou « sur chantier », dans le rôle le moins qualifié, et on apprenait au fur et à mesure sur le tas, avec les plus expérimentés.

Aujourd'hui, celui qui veut commencer à travailler avec seulement un diplôme d'humanités en poche s'expose à de longues années de chômage. Même un diplôme de l'enseignement supérieur ne constitue plus une garantie de trouver rapidement un bon emploi. Certes il faut se réjouir que de plus en plus de jeunes puissent suivre des études supérieures. Mais on peut regretter aussi que ce soit devenu une obligation.

D'autant que cela impose un énorme investissement : des études supérieures, ce sont autant d'années pendant lesquelles on ne gagne pas sa vie, d'années pendant lesquelles on continue à être (au moins partiellement) entretenu, à moins de combiner travail et études ; et des coûts particuliers : souvent un logement d'étudiant proche de l'institution (donc en ville) est nécessaire, sans comp-

ter les frais d'inscription et les coûts de matériel et de documentation. On peut se réjouir que dans notre pays les frais d'inscription soient limités (cela reste quand même un bon budget), mais dans d'autres pays leur coût devient astronomique. Les cas d'étudiants devant emprunter de grosses sommes sont fréquents dans les pays anglo-saxons, et commencent chez nous aussi.

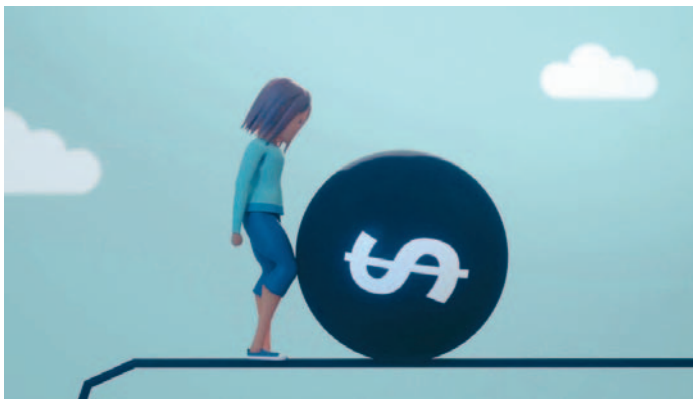
Avec l'affaire « sugar daddy », on a effleuré, en Belgique, la question de la prostitution étudiante, qui ne peut pas être dissociée de celle du coût des études.

Ceci à un point tel que les dettes privées contractées par des jeunes pour faire des études atteint, aux États-Unis, un montant de 1300 milliards \$ (plus de deux fois la dette publique belge) et que nombreux y voient le crash financier à venir (parce que le coût des études augmente et qu'un revenu important n'est plus garanti après ces études, fragilisant la capacité de remboursement). C'est aussi de plus en plus un sujet politique, les candidats de gauche promettant d'éponger cette dette, à l'instar de Bernie Sanders ou de Corbyn au Royaume-Uni.

L'extrême droite ne s'en cache pas. Pour elle, le coût croissant des études est un bienfait : il décourage les moins aisés d'entamer un cycle qualifiant, et donc leurs chances d'accéder à des fonctions supérieures. La reproduction sociale est ainsi assurée, et l'étanchéité entre les classes sociales renforcée. Autre coût caché : à calcul inchangé, il devient actuellement très difficile de réunir les 45 ans de carrière pour bénéficier d'une pension complète (à moins de racheter ses études, ce qui est un coût supplémentaire), alors que c'était la norme au moment où fut instauré le système.

L'engrenage est terriblement injuste. Les nouveaux venus doivent payer et s'endetter pour apprendre des générations précédentes le savoir que celles-ci ont accumulé, savoir qui est indispensable pour ne serait-ce qu'avoir une place et continuer à gérer le monde qu'on leur laisse (et qui n'est pas particulièrement rose). Cette transmission de savoir devrait être automatique et gratuite, d'autant que nous serions tous perdants s'il ne se transmettait plus ! Alors que tout nouveau-né devrait automatiquement « avoir sa place » dans la société,

voire être accueilli avec un tapis rouge puisque la relève est indispensable à ce que les précédents puissent terminer dignement, il semble qu'actuellement chaque jeune doive acheter sa place. Un peu comme un candidat commerçant qui doit racheter le « pas de porte » d'un ancien.



Endetter les jeunes, avant même qu'ils aient la moindre capacité de remboursement, c'est les ligoter dans un système qu'ils n'ont pas choisi. C'est limiter leur capacité à innover ; or innover, inventer une autre organisation sociale est justement ce dont nous avons tous grandement besoin.

Par ailleurs, tous ceux qui ont mon âge et plus ne veulent probablement pas non plus vivre aux crochets de jeunes générations qu'on aurait mis en cage comme des poules pondeuses sommées d'assurer nos vieux jours et nos fins de carrière. Se voir comme, de facto, des « rentiers », vivant sur la lancée d'un système à bout de souffle, est détestable. Et parler d'une génération de « rentiers » (quand pour beaucoup la rente sera très chiche), c'est à nouveau faire l'erreur d'opposer une génération à l'autre, alors que c'est bien d'une opposition de classes qu'il s'agit : une classe de possédants vivant, d'une génération à l'autre, de sa rente patrimoniale transmise intégralement par le mécanisme de l'héritage, contre une classe de dépossédés, qu'ils soient nouveaux-venus ou aient « hérité » de leur impécuniosité.

### Société patrimoniale

C'est moins directement évident, mais l'augmentation très importante du prix des biens immobiliers et du foncier est un signe fondamental de cette « rente patrimoniale ». Les capitaux accumulés

s'investissent in fine toujours dans le foncier, l'immobilier, les terrains constructibles, les terres cultivables. Les capitaux croissent ; les ressources sont limitées ; leur prix grimpe en flèche. Même pour celui qui ne veut ni ne peut investir, simplement se loger devient un luxe, les prix croissant autant à l'achat qu'à la location (les deux allant grosso modo de pair).

Il est devenu normal, voire indispensable, de réaliser une plus-value sur la revente d'un bien. Pourtant, si cette plus-value est supérieure à l'inflation, elle est nécessairement

un impôt sur la nouvelle génération.

Par exemple il devient déjà très difficile pour un nouveau-venu dans le secteur agricole de trouver des terres pour y développer son activité. Même la transmission est délicate, si un jeune doit racheter à ses frères et sœur la part qui leur revient des hectares hérités. Le frein à l'innovation est évident ; l'agriculteur ne peut pas prendre le risque d'essayer de nouvelles méthodes (ou, par exemple, de passer au « bio ») s'il n'est pas sûr que ses rendements seront suffisants pour payer la location ou le remboursement de ses terres.

### Opposer une génération à l'autre

J'ai déjà attiré l'attention, dans un article précédent, sur la pratique syndicale « au rabais » consistant à défendre les droits « acquis » de ceux qui en ont, en les brandant contre un retrait de ces droits pour ceux qui ne les ont pas encore (les futurs travailleurs). Les employeurs arrivent à leurs fins en montant certains travailleurs (ceux déjà en place) contre d'autres (ceux qui vont les remplacer). Ils savent qu'ainsi, à terme, ils auront gagné.

Qu'ils ne prétendent pas piéger ainsi toute une société dans la culpabilité ! Faudrait-il bientôt que les travailleurs choisissent entre se sacrifier ou sacrifier leurs enfants ? Non, bien sûr. Réduire et éradiquer les inégalités de richesse est l'urgence. ■

# Enjeux dans le monde du travail en 2021

## Vision et combat à mener par et pour les travailleurs des administrations locale et régionale

Carine Rosteleur

*Même si l'année 2020 fut compliquée, nous n'avons jamais perdu de vue le mandat que nous avaient donné les travailleurs lors des Assemblées générales, faire du syndicalisme de lutte pour engranger de nouvelles avancées, pas seulement un syndicalisme en réaction aux mesures des précédents gouvernements.*

En 2021, il nous faudra faire les 2 car nous imaginons que la COVID-19 nous sera servie à toutes les sauces pour justifier des coupes budgétaires, surtout dans les services publics. Bien que de nombreux travailleurs aient pris conscience durant cette crise des dysfonctionnements de notre société, je suis inquiète pour l'avenir car si j'ai vu la naissance de belles solidarités, j'ai vu aussi nombre de travailleurs se renfermer sur eux-mêmes et s'installer une certaine sinistrose. Nous aurons en tant que syndicaliste à redonner espoir, parce que finalement le syndicalisme, c'est l'espoir de voir nos conditions de travail et de vie s'améliorer en aidant les travailleurs à s'organiser autour de revendications et gagner ensemble.

**Revalorisations** barémiques des travailleurs les plus pauvres. Nos travailleurs de niveau E vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté, pourtant ils effectuent des tâches essentielles dont on n'a pu se passer durant la crise. La différence entre les plus bas salaires et les allocations sociales est beaucoup trop faible. Nous sommes absolument d'accord qu'il faut relever les allocations sociales, mais il faut également dans le même ordre d'idée relever les salaires. Malgré les budgets prévus à la région pour les 4 années à venir, nous savons que nous aurons des combats à mener pour que ces budgets soient utilisés au mieux dans l'intérêt des travailleurs. Il

nous tarde de reprendre nos assemblées générales, même si certains en ont organisés par zoom, rien de tel que le véritable contact.

**Refinancement** de la sécurité sociale, re fédéralisation des soins de santé et pénurie d'infirmières.

1) La sécurité sociale est importante comme filet de sécurité quand un incident (ne fut-ce qu'un tout petit virus) met notre économie à plat (pas toute notre économie parce que certains s'en sortent très bien). Dans cette crise, les pays qui s'en sont le mieux sortis humainement sont les pays qui ont une sécurité sociale et qui ont pu offrir des allocations de chômage à l'ensemble des travailleurs mis à l'arrêt par la COVID-19. J'espère que cette situation suscitera la réflexion chez ceux qui se plaisaient à dire « quand on veut travailler on peut », « du travail il y en a plein », « quand on veut vraiment payer ses factures on accepte n'importe quel travail »... Il sera capital de pousser ce gouvernement à mieux financer la sécurité sociale et à empêcher son démantèlement au profit des assurances privées.

2) La crise sanitaire sans précédent a mis en évidence toutes les incohérences liées à la régionalisation, comme avoir 9 ministres de la santé et des mesures et des moyens différents selon les régions.

3) Même si on peut se réjouir de l'effort budgétaire réalisé par ce gouvernement pour octroyer des primes d'encouragement aux travailleurs de la santé, on ne peut qu'être déçu quand le gouvernement annonce une prime de 985 euros et que le travailleur n'en reçoit que 380 à 530 en fonction des conditions d'octroi. Nous comprenons la colère des travailleurs qui estiment que c'est insuffisant au vu des risques qu'ils ont pris et qu'ils prennent encore. Nous persistons à dire que les primes sont toujours de mauvaises solutions. Que ce qu'il faut revaloriser ce sont les salaires bruts.

4) La pénurie dramatique d'infirmières

qui ne va que s'accroître dans les années à venir. Il est grand temps de se pencher sur cette problématique. Nous avons dans nos sections syndicales un grand nombre d'infirmières. Nous connaissons donc bien les problèmes du terrain. Nous revendiquons depuis des années déjà même si les mesures obtenues sont rarement à la hauteur des problèmes (révision des normes au chevet du patient, augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, reconnaissance comme métier pénible...). Nous avons obtenu de ce gouvernement une task force spécifique dédiée à la problématique de la profession d'infirmière, aux causes de la pénurie, à la reconnaissance du métier. Nous avons anticipé cette situation et nous avons des cahiers de revendications tout prêts. Les réunions débiteront en janvier, nous ne manquerons pas d'organiser des assemblées générales.

**Bien-être au travail** et diversité : En tant que syndicaliste le bien-être au travail est un formidable levier pour contraindre l'employeur à respecter les lois afin de protéger la santé physique et psychosociale des travailleurs. La diversité et les plans de diversités sont des outils concertés avec les employeurs pour un milieu de travail plus juste et moins discriminant.

**Numérisation**, réduction collective du temps de travail et répartition des richesses. Le monde de la finance et du travail est prêt. Les enjeux seront colossaux. Lorsque l'employeur remplacera ses coûts de travail humain par des machines, ses marges bénéficiaires exploseront. Pendant que certains s'enrichiront d'autres tomberont dans la misère si le temps de travail et les richesses ne sont pas redistribués.

Bien d'autres enjeux encore, bien des combats et luttes en perspective. Le trottoir, nous devons encore bien soulever le fouler, ensemble parce que c'est comme cela que nous sommes les plus forts. ■



# Graves menaces sur le droit de grève

Marc Denonville

**Comme nous l'avions pressenti, le lundi 23 novembre nous avons appris la condamnation à un mois de prison avec sursis et 600 euros d'amende de 17 militants de la FGTB dont son président Thierry Bodson.**

## Les faits

Lors de la grève générale du 19 octobre 2015, quelque 300 manifestants avaient bloqué le viaduc de l'autoroute E40 à Cheratte. Il s'en était suivi un embouteillage qui allait retarder l'arrivée d'un médecin appelé par un hôpital pour soigner une femme qui allait malheureusement décéder d'un infarctus. Il n'en fallait pas plus pour imputer ce décès aux grévistes et déclencher une scandaleuse campagne à leur encontre. Il est pourtant permis de se demander pourquoi ce médecin n'était pas à l'hôpital alors que la majorité des embarras de la circulation ne sont tout de même pas dus aux grèves. Rappelons que cette condamnation prononcée par le tribunal correctionnel de Liège pour « *atteinte méchante à la circulation* » survient un an après celle du permanent anversois de l'ABVV/FGTB Bruno Verlaeckt pour les mêmes chefs d'accusation.

Il faut bien constater le caractère inique de ce jugement prononcé sans aucunes preuves d'un quelconque délit du fait de la simple présence sur les lieux de personnes dont le tort était surtout d'être connues. D'autre part il fait endosser une responsabilité collective aux prévenus, alors que le droit pénal ne prévoit que des jugements individuels.

Ces faits confirment les conclusions de notre 36e congrès où nous avons clairement constaté l'intervention de plus en plus fréquente du pouvoir judiciaire dans les conflits sociaux qui entraîne la criminalisation du droit de grève et des militants syndicaux. Cette inquiétante évolution est attestée par les menaces de

droite d'imposer une personnalité juridique aux syndicats qui menacent directement leur existence et le droit de grève, mais également par certains médias qui désignent les syndicats et les grévistes à la vindicte populaire.

## Historique

Une première étape vers l'acquisition du droit de grève a été la loi du 31 mai 1866 abrogeant l'article 415 du code pénal de 1810. Cet article 415 qualifiait les grèves et tout rassemblement ou manifestation de *délit de coalition* pour lequel des milliers d'ouvriers étaient emprisonnés.

L'abrogation de l'article 415 allait légaliser le droit de coalition qui, sans interdire la grève, était cependant limité par l'article 310 du code pénal sanctionnant sévèrement toute atteinte à la liberté au travail comme les piquets de grève ou les rassemblements devant les usines. C'est en vertu de cet article 310 que Julien Lahaut et Joseph Jacquemotte furent emprisonnés en 1913 pour leur participation active à la grève générale menée pour l'adoption du suffrage universel. L'article 310 sera abrogé par la loi du 24 mai 1921 et il faudra attendre 1990 pour que la Belgique ratifie la Charte sociale européenne laquelle reconnaît le droit de grève (sans toutefois l'inclure dans sa constitution).

## Grève et service minimum

Nous avons vu que la grève est issue du droit de coalition lequel est défini comme « *une entente entre des personnes en vue d'exercer une action commune* ». Dans un conflit du travail, cette entente ou coalition est généralement constituée par une assemblée où les travailleurs mandatent un délégué ou un permanent syndical pour informer l'employeur de leur intention de faire grève. Dans ce cas, l'arrêt de

travail est une décision collective qui est rapportée à la direction par un(e) délégué(e) syndical(e) qui, ne l'oublions pas, jouit d'une protection légale contre le licenciement ce qui n'est pas le cas des grévistes.



Depuis 2017, le gouvernement a instauré l'obligation d'un service minimum dans certaines entreprises publiques. Ainsi à la SNCB, quatre jours avant le début d'un conflit, les cheminots sont tenus d'informer individuellement

leurs supérieurs de leur intention d'y participer. Une fois leur option arrêtée, ils ne peuvent plus changer d'avis sinon ils sont sanctionnés financièrement.

Dans ces conditions, la décision collective de faire grève devient *une décision doublée d'une obligation individuelle* qui n'a plus rien à voir avec la coalition. Il est clair que la décision individuelle soumet le travailleur à une pression qui le fera réfléchir à deux fois avant de déclarer individuellement sa participation à la grève.

En attente de son application dans les secteurs privés l'instauration du service minimum dans les services publics et notamment à la SNCB constitue une première étape vers la remise en cause totale du droit de grève ou pour des grèves qui ne dérangent pas et perdent toute leur efficacité.

En tant qu'expression de la solidarité, le caractère collectif du droit de grève a permis une formidable émancipation des travailleurs. Il reste le seul moyen de défendre le patrimoine social et les droits conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier organisé et les syndicats. L'évolution négative à laquelle nous assistons exige la vigilance de tous ceux pour qui la lutte des classes n'est pas un vain mot. ■

# Il y a 60 ans, Patrice Lumumba : le prix à payer

Marc Denonville

**Le 30 juin 1960, dans une ambiance festive au son d'« Indépendance Tcha-tcha », le Congo accédait à l'indépendance. Lors de la séance inaugurale tenue à Léopoldville (Kinshasa), dans un discours dithyrambique sur le Congo belge, le roi Baudouin définissait l'indépendance comme l'aboutissement de « l'œuvre » entreprise par le Roi Léopold II. Une œuvre continuée par la Belgique qui pendant 80 ans, « a envoyé les meilleurs de ses fils, pour délivrer le bassin du Congo de l'odieuse trafic esclavagiste ».**

Le roi encense ceux qu'il qualifie de « pionniers de l'émancipation africaine » et ceux, qui, par après, ont fait du Congo « ce qu'il est aujourd'hui ». Il définit le colonialisme comme une œuvre « civilisatrice » qui mérite « l'admiration et la reconnaissance des Congolais ». Il en conclut que l'indépendance est le couronnement de la « grande œuvre » de Léopold II qu'il qualifie de « civilisateur » et non de « conquérant ».

Le discours du premier ministre Patrice Lumumba fut un peu plus concret en rappelant que l'indépendance couronnait une lutte juste, faite de larmes et de sang, pour mettre fin aux dégradantes humiliations imposées par le colonisateur. Ses paroles ne pouvaient être plus limpides :

*« Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un*

*noir on disait « Tu », non certes comme à un ami, mais parce que le « Vous » honorable était réservé aux seuls blancs ?*

*Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort, nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il s'agissait d'un blanc ou d'un noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie (...). Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre tête de l'esprit colonialiste, nous vous disons : tout cela est désormais fini. »*

Furieux et outré, il s'en fallut de peu pour que sa majesté Baudouin I<sup>er</sup> plie bagages. Lui et son gouvernement ne tarderont pas à faire payer à Patrice Lumumba son geste d'insoumission...

Le 12 août 1960, la Belgique reconnaît de facto l'indépendance de la province du Katanga, dirigée par le gouvernement fantoche de Moïse Tshombé. Alors que le gouvernement de Lumumba décide de réagir, l'ONU impose militairement un cessez-le-feu, empêchant l'intervention des troupes congolaises au Katanga. Le roi Baudouin, qui se félicite de l'événement, donne à Tshombé du « Monsieur le Président », comme s'il s'agissait d'un chef d'État légitime. Il se dit « très sensible aux sentiments d'attachement que Tshombé éprouve pour la Belgique et sa dynastie ». Derrière Tshombé, il y a des officiers belges, comme son principal conseiller militaire, le major Guy Weber, un des chefs de la petite armée sécessionniste katangaise. Mais il y a aussi l'Union minière du Haut-Katanga, filiale de la Société Générale de Belgique...

Le 26 août, le directeur de la CIA Allen Dulles indique à ses agents à Léopoldville au sujet de Lumumba : « Nous avons décidé que son éloignement est notre objectif le plus important et mérite grande priorité dans notre action secrète ». Des archives de la CIA déclassées en 2007 attestent d'un plan des USA pour assassiner Lumumba.

**Au Katanga, le 17 janvier 1961, le grand dirigeant africain, coupable d'insoumission envers la monarchie belge et l'Union Minière de Belgique était lâchement assassiné. Nous avons voulu rappeler brièvement les circonstances de ce drame \***

Le 14 septembre, sous l'instigation de la Belgique et de la CIA, un certain Joseph-Désiré Mobutu, chef d'état-major de l'armée congolaise, renverse le gouvernement et assigne Lumumba à résidence. Derrière Mobutu, il y a le chef de l'antenne de la CIA Larry Devlin, le colonel belge Louis Marlière et le mercenaire français Bob Denard.

Le 6 octobre, le ministre belge des Affaires africaines Harold d'Aspremont Linden adresse un télégramme au chef de la mission technique belge à Elisabethville (Lubumbashi) indiquant que « l'objectif principal à poursuivre dans l'intérêt du Congo, du Katanga et de la Belgique est l'élimination définitive de Lumumba ».

Dans une lettre datée du 19 octobre le major Guy Weber informe le cabinet du roi Baudouin que Mobutu et Tshombé s'entendraient pour éliminer Lumumba « si possible physiquement ».

L'attitude de Baudouin, qui ne traite pas directement de l'assassinat, sera néanmoins considérée par la commission d'enquête parlementaire de 2000-2001 comme une approbation implicite. Après une tentative de fuite, Lumumba sera capturé par Mobutu et transféré au

\* En souvenir, la Fédération bruxelloise du Parti communiste rendra hommage à sa mémoire le 17 janvier à 13h30 au Square Patrice Lumumba, situé immédiatement à côté de la Porte de Namur (Bruxelles). Venez nombreux !

Katanga avec la complicité belge, et il y sera massacré avec ses partisans Maurice Mpolo et Joseph Okito le 17 janvier 1961 en présence de Tshombé et de quatre de ses collaborateurs belges. Ensuite, des agents secrets belges seront chargés de découper les corps pour les dissoudre dans de l'acide.

Plusieurs des partisans de Lumumba seront exécutés dans les jours suivants,

avec la participation de militaires ou mercenaires belges.

Tshombé lance alors la rumeur selon laquelle Lumumba aurait été assassiné par des villageois. Ceci déclenche une insurrection parmi la population paysanne, qui prend les armes sous la direction de Pierre Mulele, ancien ministre de l'Éducation, avant d'être écrasée, en 1966, par l'armée de Mobutu, soutenue

par la Belgique et des mercenaires sud-africains.

Au vu de ce qui précède « les plus profonds regrets » pour les « actes de violence » et les « souffrances infligées au Congo l'époldien puis belge » exprimés par le roi Philippe le 30 juin 2020, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Congo ne sont que des mots fallacieux visant à cacher un véritable crime d'état. ■

## Destinée à sa femme : la dernière lettre de Patrice Lumumba

*Capturé par les forces de Tshombe lorsqu'il essayait de rejoindre ses partisans à la province de Kasai, Lumumba écrit de sa prison, ce dernier courrier à Pauline, sa femme.*

Ma compagne chérie,

Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout au long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux – qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations-Unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance – ne l'ont jamais voulu.

Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrai je dire d'autre ? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors, tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi-même

que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme

dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés de millions de congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. À mes enfants que je laisse, et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté, car sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité, et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander

la grâce, car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays, plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité. Ne me pleure pas, ma compagne. Moi je sais que mon pays, qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté.

Vive le Congo ! Vive l'Afrique !

Patrice Lumumba



# Joe Biden, la Reine d'Angleterre et le « cadeau » de Sanders

Vladimir Caller

*S'il est un sujet où la totalité des observateurs américains sont d'accord, du New York Times au Fox News, c'est que l'actuel président élu des États-Unis bat tous les records dans la production de gaffes dont certaines posent question. Là où les divergences apparaissent, c'est dans leur interprétation. Pour les uns, dans la plupart des cas ses partisans, il ne s'agirait que de la manifestation d'une grande distraction accentuée par l'âge avancé. Pour d'autres, le cas est plus sérieux ; le nouveau président américain serait déjà engagé dans un processus de sénilité qui ne pourra que s'aggraver.*

Aucun problème. Le « *Deep State* » (l'État profond, dénomination qui fait référence à une entité parallèle qui détient *réellement* le pouvoir...) s'en occupe, il est fait pour ça. La grande troïka qui gouverne l'Amérique (pour le dire succinctement : les industries militaires ; Wall Street et les GAFAM avec leurs médias) a déjà trouvé la solution de remplacement. En effet, les postes les plus importants de la politique étrangère des États-Unis ont déjà été annoncés : il s'agit d'Anthony Blinken et de Jacob Sullivan en tant que, respectivement, Secrétaire d'État et Conseiller à la Sécurité nationale, et de Richard Stengel pour gérer l'information des médias. Ce dernier, propagandiste de toutes les guerres « humanitaires », en est arrivé à oser toucher l'intouchable, le Premier amendement qui garantit le droit d'expression – la création de Thomas Jefferson dont se gargarisent tous les politiciens américains. « *Ayant été autrefois presque un absolutiste du Premier amendement, j'ai vraiment changé*

*de position à ce sujet, déclarait-il récemment, parce que pour des raisons pratiques dans la société, nous devons en quelque sorte en repenser certaines parties.* »

Quant à Blinken, il collabora étroitement avec l'alors sénateur Biden pour soutenir les interventions militaires américaines,

décembre 2012, où Sullivan, alors assistant de Hillary Clinton, adressait à sa patronne un message très bref (vingt mots) mais particulièrement édifiant : « *Voir le dernier point – A.-Q. (Al-Qaïda, NdlR) est de notre côté en Syrie. Sinon, les choses se sont déroulées comme prévu* »<sup>2</sup>. Vingt mots d'indécence par lesquels Sul-



et ce, depuis la Yougoslavie jusqu'à la Syrie. Et lorsque Trump critique les politiques d'interventionnisme militaire et annonce son intention de retirer ses troupes de Syrie, Blinken va chercher Robert Kagan, le théoricien suprême des néoconservateurs américains, pour rédiger une violente critique du Président et exiger, au contraire, plus de troupes et plus d'intervention militaire dans ce pays : « *En Syrie, écrivent Blinken et Kagan, nous avons cherché à juste titre à éviter un autre Irak en n'en faisant pas trop, mais nous avons fait l'erreur inverse en en faisant trop peu. Sans une puissance appropriée, aucune paix ne pouvait être négociée, et encore moins imposée.* » Financer les groupes djihadistes, bombarder les forces syriennes lorsqu'elles essaient de combattre Daesh etc. etc., c'est trop peu pour ce diplomate « humaniste ».<sup>1</sup>

Le cas du jeune Sullivan est encore plus criant et révélateur. Nous devons à WikiLeaks la révélation d'un câble, daté du 12

livan fait part de la « bonne nouvelle » à Hillary Clinton et qui démontrent de manière irréfutable la complicité qui existe de facto entre les E.-U. et Al-Qaïda dans l'agression contre la Syrie ; comme quoi, le souvenir du 11-Septembre ne pèse rien si A.-Q. peut encore servir. En effet, ce message était accompagné d'un compte rendu du Secrétariat exécutif du Centre d'Opérations spéciales dont le « dernier point », sur lequel Sullivan veut attirer l'attention de H. Clinton, dit ceci : « *Dans un enregistrement vidéo diffusé sur Internet, le leader d'Al-Qaïda, Al-Zawahiri, a appelé les musulmans de Turquie et du Moyen-Orient à aider les forces rebelles dans leur lutte contre les partisans du président syrien Assad.* »<sup>3</sup> Ce chroniqueur risque de choquer les lecteurs en suggérant que Biden pourrait être pire que Trump dans le domaine de la politique internationale.

En tout cas, avec ces nominations, l'État profond, peut dormir tranquille. Biden n'aura pas plus de pouvoir qu'Elisabeth II.

Et on comprend mieux pourquoi le Pentagone veut la peau de Julian Assange, le fondateur de Wikileaks.

### Le cadeau de Sanders à Biden

Dans notre édito du dernier numéro, en parlant des élections américaines, nous parlions d'« occasion manquée », voulant dire que le mouvement progressiste américain aurait peut-être pu éviter de devoir soutenir Joe Biden. Un bref rappel du contexte nous aidera à mieux comprendre. Nous sommes en février 2020, dans les primaires du parti démocrate, pour élire le candidat présidentiel, et la candidature de Bernie Sanders se porte à merveille ; trop même, comme nous le verrons ci-après. Il gagne les primaires du New Hampshire, puis celles du Nevada. Par contre, Joe Biden, dont la campagne était jusqu'alors assez calamiteuse, connaît un succès inespéré en Caroline de Sud et remporte sa primaire avec une marge étroite sur Sanders. Ceci, grâce aux voix de l'électorat noir qu'Obama avait poussé à soutenir Biden. Ce fut le déclic ; l'occasion pour que tous les autres, sauf Elizabeth Warren, abandonnent la campagne et se désistent en faveur de Biden, pour éviter le triomphe de Sanders. Enivré par ses récents succès, croyant probablement que rien ne pourrait l'arrêter, ce dernier s'entête à poursuivre pour, quelques semaines après, suivant les conseils d'un certain Barack Obama<sup>4</sup>, porter son soutien à... Biden.

### L'hypothèse Warren : une autre finale eût-elle été possible...?

Certes, la sénatrice du Massachusetts – ancienne professeure de l'Université de Harvard et ancienne conseillère spéciale au secrétaire du Trésor des États-Unis – a le profil d'une dame tout à fait BCBG et ne se proclamait pas « socialiste » comme le faisait Sanders, mais elle s'était forgé, depuis longtemps, une carrure clairement progressiste. Lorsqu'elle arrive au Sénat, le journal *New York Times* lui consacre un article sous le titre « *Une nouvelle sénatrice, connue au niveau national et parfois crainte* » à cause de son intervention à la Chambre où elle déclara : « *Les PDG de Wall Street, ceux qui ont brisé notre économie et détruit des millions d'emplois, ceux-là mêmes continuent à se pavaner au Congrès, sans honte, demandant des faveurs et faisant comme si nous devions les remercier.* »<sup>5</sup>

Quelques mois après, pour sa première apparition au sein du Comité sénatorial sur les banques, elle interroge plusieurs régulateurs financiers et leur demande quand est la dernière fois où ils ont poursuivi juridiquement une banque de Wall Street : « *Je m'inquiète sincèrement sur le fait que « too big to fail » ("trop grand pour faire faillite") semble être devenu « too big to trial » ("trop grand pour l'amener devant les juges").* »<sup>6</sup> Toujours dans le même domaine financier, Warren demande aux officiels du département du Trésor pourquoi aucune charge criminelle n'est portée à l'encontre de la banque HSBC en raison de leurs pratiques frauduleuses de blanchiment d'argent : « *Si vous vous faites arrêter avec 30 grammes de cocaïne, il y a de grandes chances pour que vous vous retrouviez en prison. Mais par contre, si vous blanchissez presque un milliard de dollars pour les cartels de drogue et violez par là même les sanctions internationales, votre banque paye juste une amende et vous rentrez dormir chez vous.* »<sup>7</sup>

Elle propose aussi d'établir un nouvel impôt sur les grandes fortunes, ce qui suscite des critiques de patrons, dont Bill Gates. Elle n'accepte, pour sa campagne au Sénat, que des dons inférieurs à 200 dollars de la part de dirigeants de grandes compagnies financières et des entreprises pétrolières et pharmaceutiques. « *Si on veut parler sérieusement de démanteler les grandes entreprises de la tech, alors il faut se pencher sur le financement de nos campagnes.* ». À ce propos, le *NY Times* commente : « *Warren démontre qu'il est possible de faire campagne contre les grandes banques, sans l'argent de Wall Street, et de gagner quand même.* ». L'opposition de Gates et ses homologues des grands groupes du néo-capitalisme numérique n'était que logique. Un des points programmatiques de la campagne de Warren visait carrément une réforme radicale du fonctionnement des GAFA, notamment en ce qui concerne leur rôle hégémonique dans chacune des branches où ils opèrent et dans la composition même de leurs actionnaires.

Mme Warren a détaillé ce vaste plan de démantèlement de ces corporations technologiques qui ont, selon elle, « *trop de pouvoir sur notre économie, notre société et notre démocratie* » et qui étouffent la concurrence, avec dans le viseur

Facebook, Google et Amazon. Bien plus important encore, la candidate démocrate s'était opposée à la militarisation à outrance de la diplomatie étasunienne ; elle estimait que celle-ci devait être plus équilibrée et est allée jusqu'à demander le retrait des forces armées américaines du Moyen-Orient.<sup>8</sup> Quelle différence avec le programme et la personnalité de Joe Biden !

Déjouant tous les pronostics, Bernie Sanders avait réussi à forger un mouvement contestataire formidable et quasi inédit dans la vie politique étasunienne ; grâce à lui, le mot « socialisme » n'est plus un blasphème, bien au contraire. Mouvement porté, en plus, par des masses de jeunes. Pour couronner sa piteuse capitulation envers Biden, il « obtint » la création d'un groupe de travail Sanders/Biden pour négocier une sorte de programme concerté. Ce groupe prévoyait six commissions sur le climat, l'éducation, la santé, etc. Tout, sauf... l'essentiel, la politique internationale, les guerres !

Il y a exactement un siècle, Lénine écrivait sa fameuse brochure « *Le gauchisme, maladie infantile du communisme* ». Avec le temps, elle semble devenir sénile. ■

<sup>1</sup> [https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next\\_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fopinions%2famerica-first-is-only-making-the-world-worse-heres-a-better-approach%2f2019%2f01%2f](https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fopinions%2famerica-first-is-only-making-the-world-worse-heres-a-better-approach%2f2019%2f01%2f)

<sup>2</sup> "See last item - AQ is on our side in Syria. Otherwise, things have basically turned out as expected."

<sup>3</sup> UNCLASSIFIED U.S. Department of State Case No. F-2014-20439 Doc No. C05789138

<sup>4</sup> <https://www.businessinsider.com/obama-convicted-bernie-sanders-to-drop-out-2020-race-2020-4?r=US&IR=>

<sup>5</sup> <https://www.nytimes.com/2012/11/11/us/politics/elizabeth-warren-known-and-maybe-feared-on-national-stage.html>

<sup>6</sup> <https://www.reuters.com/article/sec-petition-warren-idUSL1NoBJ9CD20130219>

<sup>7</sup> <https://www.rawstory.com/2013/03/warren-drug-possession-warrants-jail-time-but-money-laundering-for-cartels-doesnt/#.UTkE3SZ4YQY.reddit>

<sup>8</sup> "Troisième dans les sondages nationaux derrière les deux hommes, la sénatrice progressiste Elizabeth Warren a affirmé qu'elle était pour le retrait des troupes américaines du Moyen-Orient." <https://www.lalibre.be/international/amerique/dernier-debat-de-la-primaire-democrate-bernie-sanders-lache-les-coups-trump-s-en-amuse-5e1ea3b39978e270ae16e431>

## Surveiller et punir

# Une dangereuse dérive totalitaire

Bernard Lefevre

Depuis les attentats terroristes et en passant par la crise du Covid, nos sociétés ont franchi un point de bascule. Les valeurs d'hier sont remises au nom des principes de précaution et autres mesures sanitaires. Les libertés de circuler et d'entreprendre, encore sacrosaintes il y a peu, ont été transformées en actes inciviques, irresponsables, donnant lieu à des sanctions exemplaires.

Il y a par ailleurs à s'inquiéter de la manière dont les décisions sont prises. En petit comité, réunissant des experts et des politiques, avec en point d'orgue une conférence de presse qui tient lieu de pouvoir exécutif, législatif et pénal. Le parlement est mis hors-jeu et nombre de ministres et secrétaires d'État laissés sur la touche, sommés de respecter la solidarité gouvernementale. Soudain, l'individualisme, le volontarisme économique et social, le libre-échange, etc. sont mis au rancart. Les citoyens, infantilisés pour l'occasion, doivent se montrer bienveillants, solidaires avec les plus vulnérables, responsables vis-à-vis d'autrui, etc. Sinon, il leur en cuira car la police est mobilisée pour réprimer toute dissidence par rapport aux dictats « salvateurs ».

### ÉTAT DE CHOC

Des arguments d'ordre scientifique sont brandis à chaque occasion pour maintenir la peur, des statistiques sont produites quotidiennement pour justifier la ligne dure d'un gouvernement où les Flamands, plus que jamais, se taillent la part du lion.

Des études pro domo tendent à refermer l'étau sur une population quelque peu déboussolée par les contradictions dans les propos et les actes des experts et des politiques. D'autres études, comme celle concluant que l'ouverture des commerces ne favorisait pas la propagation du virus, ont été ignorées. Le ministre de la santé justifiant cette omission par le souci de créer un électrochoc au sein de la population. Cette manipulation des données à des fins liberticides glace d'autant plus nos échine qu'elle conduit nombre de

petits indépendants au désespoir, à la faillite et, dans certains cas, au suicide.

### L'INTERDICTION DE MANIFESTER

Si vous n'êtes pas d'accord avec ces mesures, vous n'avez le droit d'exprimer votre désaccord que moyennant accord des autorités d'une part et respect des règles de distanciation d'autre part. Autant dire que cela devient du domaine de l'impossible.

La manifestation organisée par la FGTB pour contester la condamnation de représentants syndicaux dans le cadre d'une action de grève lui a valu les foudres des autorités, ainsi que la twittérisation moralisante d'un président du MR qui, amnésie politique oblige, oublie qu'il a inauguré, au cours du premier confinement, les nouvelles installations d'un club sportif dans le mépris des mesures sanitaires du moment ! Sans compter le silence des « camarades socialistes » plus enclins à sauvegarder leur maroquin qu'à jouer de l'action commune ...

Les libertés syndicales, déjà fort écornées ces dernières années, si nous n'y prenons garde, nous seront tout bonnement interdites. C'est le retour au XIX<sup>e</sup> siècle, à la loi Le Chapelier, au livret ouvrier. Que de droits et libertés conquis pas à pas durant des décennies, par le sang versé parfois, et balayées en si peu de temps !

### LE COIFFEUR ET L'AERONAUTIQUE

La plupart des commerçants, avaient consenti des efforts et des investissements pour se conformer aux mesures de prévention contre le Covid. Il se sont vus guère remerciés de leurs efforts lors du deuxième confinement, alors que rien n'indiquait qu'ils étaient la cause de la recrudescence de la pandémie.

Le cas le plus flagrant de cet ostracisme concerne les coiffeurs. Seuls avec leur client, sur rendez-vous, masqués tous deux, quels sont les risques de contamination, par rapport à d'autres commerces, et notamment les grandes surfaces ? Le secteur Horeca, lui aussi respectueux des

règles de distanciation, est encore plus mis au ban de la société. À partir de quelques exemples malheureux, on a fait des restaurateurs et cafetiers des parias, irrécupérables à la solidarité collective. Les milieux artistiques et culturels ne sont pas logés à meilleure enseigne.

Face à cet acharnement schizophrène de la part de décideurs déconnectés des réalités du terrain, certains citoyens et commerçants ont choisi la désobéissance à des règles idiotes et délétères. La réaction du pouvoir a été à la hauteur de son ignorance – consciente ou inconsciente ? – de leurs motivations : l'aggravation des sanctions et l'escalade des contrôles policiers. Menant dans certains cas, à des violences de part et d'autre. Et comment ne pas rester ébaubi quand une publicité qui succède au rappel des règles d'or contre le Covid vante tous les attraits de vacances exotiques en Guadeloupe et en Martinique ? Les couloirs d'aéroport regorgent de monde, les grandes surfaces ouvrent le dimanche, les salons de coiffure sont déserts. Et qu'ajouter lorsqu'on apprend que le Président Macron est positif au Covid, après avoir organisé un dîner au mépris des règles qu'il impose aux Français !

### QUEL REGIME POLITIQUE DEMAIN ?

Soyons clairs : nous ne voulons pas ici dénier la gravité de la pandémie ni certaines mesures qui nous paraissent appropriées pour la circonscrire et, si possible, l'éradiquer. Nous ne voulons pas plus vouer aux gémonies des responsables politiques et experts médicaux qui doivent prendre des décisions difficiles, étant donnée l'incertitude quant à l'évolution du virus.

Mais nous tenons à attirer l'attention sur les entorses faites à l'État de droit, lequel est revendiqué ou oublié selon que cela arrange bien les gens au pouvoir. L'urgence sanitaire ne doit pas saper un ordre démocratique constitué pendant des siècles pour mener à des formes de régimes politiques autocratiques. La Pologne et la Hongrie, ce n'est pas loin de chez nous... ■

# Un autre Israël existe...

Vladimir Caller

Dans l'édition du DR-82, nous avons annoncé une mise au point concernant Israël. En effet, quelques lecteurs, plus exactement trois, nous avaient reproché de ne parler d'Israël que de manière négative, arguant que l'on ne pouvait pas réduire ce pays aux politiques de Netanyahou. Et ces lecteurs avaient, à notre avis, raison.

Lorsque l'Assemblée générale de l'ONU adopta, le 10 novembre 1975, la résolution 3379 définissant le sionisme comme « une forme de racisme et de discrimination raciale », elle réagissait aux politiques d'agression brutale qu'exerçaient les forces sionistes contre les populations arabes locales pour occuper la Palestine. Sans contester le bien-fondé, factuel, qui la motive, cette résolution pêchait à mon avis par un manque de précision.

Parce que le sionisme de Netanyahou, et avant lui de Jabotinsky, Ben Gourion, Golda Meyer, etc., n'est pas celui de ses premières origines. Il en est un détournement grossier. Les premiers « pèlerins » juifs qui quittèrent la Russie tsariste étaient socialistes, communistes, athées. Le sionisme de ses premiers grands penseurs, tels Abraham Kook et Thomas Hess (que Marx appelait, avec familiarité, « le rabbin communiste »), n'avait strictement rien à voir avec celui que pratique Tel-Aviv depuis quelques décennies.

Et il y avait les Juifs, très nombreux, non-sionistes. Ceux qui n'ont pas oublié la leçon d'Henryk Erlich, un des dirigeants du Bund, mouvement socialiste slave juif du début du XX<sup>e</sup> siècle : « ...nous, les Juifs, ne sommes pas un peuple élu, ni dans le bon ni dans le mauvais sens de ce terme, mais un peuple égal aux autres [...] Il existe un nationalisme juif qui est tout aussi hideux que celui des non-Juifs. » Et ces Juifs-là, sionistes et non-sionistes, foncièrement opposés aux

politiques expansionnistes et d'apartheid d'Israël, ne font pas seulement partie du passé; ils existent toujours ! Certes minoritaires, mais d'autant plus courageux. Ce sont les Michel Warschavsky et Ilan Pappé, historiens qui ne craignent pas les diktats de l'histoire officielle, Noam Chomsky, dénonciateur de la complicité d'Israël avec le militarisme US, Israël Shahak, avocat infatigable des Palestiniens, etc. etc. Ce dernier a passé sa vie à essayer de reconstruire leurs maisons systématiquement détruites par l'armée d'occupation israélienne. Il y a aussi des organisations comme le mouvement « La paix maintenant » en Israël ou, plus proches de chez nous, l'Union juive française pour la Paix ou l'Union des Progressistes juifs de Belgique, qui ont une ligne permanente d'opposition aux politiques réac-

tionnaires du gouvernement israélien (même si cette dernière, pourtant née à l'initiative des Juifs communistes belges après la deuxième guerre mondiale, ne donne la parole qu'à des partisans des politiques proches du Pentagone lorsqu'elle traite des dossiers comme le syrien).

Assez jeune, ce chroniqueur fut touché par le récit de l'histoire millénaire des populations juives, leurs souffrances, exodes, combats, résistances, raconté par Howard Fast, grand écrivain étasunien, juif et communiste, dans son roman « My glorious brothers ». Ce sont probablement les traces de ces lectures qui font qu'il se refuse à accepter ce qui est devenu aujourd'hui le sionisme dominant et qu'il estime être de son devoir de dénoncer. ■

## In memoriam : Louise Gotovitch

Au cours de l'été 2004, une dame me demande au téléphone. Sans se présenter (visiblement pressée d'avoir des explications), elle m'interroge, voulant savoir qui je suis. Devant mon étonnement, elle m'explique qu'une amie lui a dit avoir vu le Drapeau Rouge à la librairie « Filigrane » à Bruxelles, suite à quoi elle est allée le chercher, trouvant ainsi mon nom et mon numéro de téléphone.



Une petite conversation s'ensuit. D'abord un peu sèche (qui êtes vous ? est-ce le vrai DR du vrai PC ?...), elle devient peu à peu plus fraternelle et l'entretien se termine bien cordialement. Le lendemain ou presque, le DR recevait une belle souscription et quelques semaines plus tard sa demande de ré-adhésion au Parti communiste qu'elle ne quittera plus. Bien des années plus tard, la dernière fois que je lui rendais visite dans sa maison de retraite, rue de la Glacière, elle a mis un peu de temps à me reconnaître mais, je le crois, son souvenir fut facilité lorsque je lui ai tendu le DR que je lui avais apporté et qu'elle a accueilli avec un sourire. Voilà deux gestes symboliques qui résument, à mon avis, le sens de l'engagement de Louise Gotovitch.

Enfant cachée durant l'occupation allemande, diplômée en pédagogie à l'ULB, passionnée par les expériences soviétiques en matière d'éducation, son mémoire de fin d'études portait sur l'œuvre du pédagogue Anton Makarenko, dont un livre sortit aux Presses Universitaires de France en 1998. Par après, elle dédia sa vie à l'enseignement : maître-assistante en psychopédagogie aux écoles normales d'Arlon, Tournai et Berkendael à Ixelles; puis nommée inspectrice de pédagogie jusqu'à sa retraite. Mais pas seulement. Militante communiste et syndicale, membre de la section Enseignement de la Fédération bruxelloise du P.C.B. dont elle fut la secrétaire politique. Intransigeante sur ses principes, sa vie fut un itinéraire voué à l'enseignement et au combat pour ses idées. ■ VC

<sup>1</sup> De l'autre côté, au lendemain de Noël, le ministre de l'intérieur d'Israël a donné instruction de vacciner contre le Covid le personnel des prisons et ses prisonniers, sauf les Palestiniens.

# Venezuela, des élections transparentes dans un contexte difficile

Georges Berghezan

**Une délégation du Parti communiste de Belgique a été invitée au Venezuela par le Consejo Nacional Electoral pour y observer le déroulement des élections législatives du 6 décembre dernier.**

Les élections législatives vénézuéliennes se tiennent tous les cinq ans. Pour ce scrutin, le nombre de députés a été augmenté de 167 à 277, dans le but de favoriser la représentation à l'Assemblée nationale des petits partis. Pas moins d'une centaine de partis ou coalitions se sont d'ailleurs présentés au suffrage des électeurs, selon un mode de représentation proportionnelle plurinominal mis au point par la Belgique, la « méthode d'Hondt ».

En 2015, les précédentes élections avaient été remportées par la droite qui, à l'Assemblée nationale, avait joué l'obstruction pour bloquer toute initiative des chavistes. Arguant d'une irrégularité (3 députés dont l'élection avait été invalidée ont pu malgré tout prêter serment), le Tribunal suprême électoral a suspendu l'Assemblée nationale et des élections constituantes ont été organisées, en 2017, pour élire une Assemblée nationale constituante ; le scrutin a été boycotté par l'opposition de droite. Cette dernière assemblée doit être dissoute avec les élections du 6 décembre.

L'ancien président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, s'est autoproclamé président de la République en janvier 2019. Il a été reconnu par de nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Nord et Sud. Tous tablaient sur la chute rapide du président Maduro et du gouvernement chaviste. Avec Guaidó en tête, l'opposition a, entre janvier et avril 2019, réussi à organiser des manifestations massives qui ont fait craindre un moment un renversement du régime. Le gouvernement Maduro, qui a une base sociale solide, a répliqué en mobilisant aussi massive-

ment ses propres partisans. L'étoile de Guaidó a entretemps pâli. Il semble que beaucoup de Vénézuéliens, pourtant opposants, n'ont pas apprécié qu'il suggère à demi-mots l'intervention des États-Unis. D'autres erreurs et des dissensions au sein de la droite radicale l'ont marginalisé. Aujourd'hui, même ceux qui, à l'étranger, l'avaient reconnu comme président cherchent un moyen de le substituer par quelqu'un de plus présentable.

## Echec des tentatives de boycott..

Cependant, si la droite la plus radicale et la plus « pinochetiste », celle qui fomenta des coups d'État à partir des États-Unis ou de la Colombie, celle qui cherche à épuiser le pays, à susciter le mécontentement pour rendre possible un putsch, a bel et bien appelé au boycott des présentes élections, il est totalement inexact d'affirmer – comme l'on écrit pratiquement tous les grands médias occidentaux – qu'il s'agissait du choix de la totalité de l'opposition. D'ailleurs, la très grande majorité des listes qui s'affrontaient le 6 décembre provenaient de l'opposition, à droite ou à gauche du *Parti socialiste unifié du Venezuela* (PSUV) au pouvoir.

Le déroulement des élections a été particulièrement fluide. Les deux observateurs du PCB ont visité plusieurs bureaux de vote de la capitale, Caracas, et de l'état voisin de Miranda. Les mesures sanitaires anti-COVID-19 ont été strictement appliquées à toutes les étapes de la procédure. La présence très visible des forces de sécurité jusqu'à l'entrée des bureaux de vote nous a été justifiée par les risques d'attentat ou de contre-manifestation par des éléments de l'opposition extra-légale. Les files d'attente étaient réduites à quelques personnes, voire inexistantes pendant l'après-midi. Selon nos observations, les électeurs n'ont pas éprouvé de difficulté avec le système de vote, entièrement informa-

tisé, et n'ont pas semblé se perdre dans la centaine de listes qui leur étaient proposées. La présence du bloc du PSUV en haut à gauche de l'écran a dû faciliter les choses pour de nombreux votants. Le taux de participation – véritable enjeu du scrutin – n'a fait l'objet d'aucune ten-



tative de dissimulation ou de minimisation de la part des agents électoraux et le résultat officiel, promulgué le soir même, était en phase avec nos propres estimations.

Malgré la large victoire du PSUV – 69 % des suffrages et plus de 90 % des députés sont revenus au *Grand pôle patriotique Simon Bolívar* où il est la force dominante –, le taux d'abstention de près de 70 % sonne comme un désaveu pour les autorités chavistes, surtout au regard de la précédente législative de 2015 où il n'avait représenté que 26 % de l'électorat ou même de la constituante de 2017 (58 % d'abstentionnistes). Les représentants des autorités ont beau invoquer la crainte d'être infecté par le coronavirus, malgré des mesures rigoureuses, d'autres facteurs contribuent à expliquer cette désertion des bureaux de vote. Citons notamment le désenchantement et le découragement face aux salaires excessivement bas, mangés par l'hyperinflation, et face aux pénuries, en grande partie dues aux sanctions imposées par Washington et relayées servilement par l'Union européenne. Ces sanctions reviennent à interdire au Venezuela d'exporter son pétrole, pratiquement sa seule source de devises étrangères, et même d'importer des pièces pour ses raffineries défectueuses, dans le cadre



d'une économie restée – malgré le chavisme – essentiellement rentière et dollarisée.

Alors que deux coalitions du centre et de la droite « civilisée » ont recueilli ensemble 22 % des voix et remporté 20 sièges, la mission électorale du PCB ne peut que s'interroger sur l'impact de l'appel au boycott de la droite extra-parlementaire,

qui n'a bien entendu pas tardé à chanter victoire après avoir constaté le faible taux de participation électorale.

Enfin, notons que le *Parti communiste du Venezuela*, qui considère que l'actuel gouvernement chaviste met en œuvre une politique économique libérale par des moyens non-démocratiques<sup>2</sup>, a recueilli près de 3 % des voix, mais n'ob-

tient qu'un seul député. Le PCV se console en arguant que, en dépit du fort taux d'abstention et contrairement au PSUV, il a nettement accru son électorat par rapport aux législatives précédentes. ■

<sup>2</sup> De l'autre côté, au lendemain de Noël, le ministre de l'intérieur d'Israël a donné instruction de vacciner contre le Covid le personnel des prisons et ses prisonniers, sauf les Palestiniens.

## Ingérence et cynisme grossiers de l'Union Européenne

Jouant à fond la carte démocratique et pour éviter toute spéculation sur le respect des résultats électoraux, une des premières décisions du gouvernement vénézuélien dans le cadre de la préparation des élections législatives fut d'inviter l'Union Européenne à envoyer des observateurs pour vérifier le juste déroulement de la procédure électorale. Une fois reçue l'invitation, le responsable des questions internationales de l'UE, l'espagnol Josep Borrel fit une déclaration laissant entendre que l'UE n'enverrait pas d'observateurs car elle ne comptait pas cautionner un processus électoral duquel l'opposition serait absente.

Malchance pour lui, l'opposant historique au chavisme, Henrique Capriles, celui qui fut candidat à la présidence contre Hugo Chavez en 2012 (avec 44,3 % de voix) et contre Maduro en 2014 (suite au décès de Chavez, avec 49,1%), décide de participer, appelant à l'opposition à « jouer le jeu de la démocratie ». Appel auquel adhère la Conférence épiscopale vénézuélienne, qui demande à l'opposition à « prendre ses responsabilités » et à « rejeter l'abstention ». Des déclarations d'une énorme signification politique qui suscitent le panique à Bruxelles car avec Capriles comme candidat opposant, l'UE ne pouvait plus arguer de « l'absence de l'opposition » et un éventuel, et probable, triomphe du chavisme

serait ressenti comme un gros échec de sa politique interventionniste. Elle décide alors de jouer au boycott en refusant de participer alléguant, cyniquement, que « *les conditions pour des élections transparentes ne sont pas réunies* », sachant parfaitement que Capriles avait conditionné sa participation à la présence de l'UE. L'opposant retire alors ses listes, ce qui en plus du Covid explique largement l'absentéisme constaté, et le PSUV ne fit que confirmer dans les urnes une victoire que le soutien populaire avait en quelque sorte anticipé.

Ne craignant pas trop le ridicule Borrel récidive dans sa propension au cynisme déclarant le lendemain de la victoire chaviste que « *Le manque de respect du pluralisme politique, [...] ne permettent pas à l'UE de reconnaître ce processus électoral comme crédible* ». VC ■

## En Equateur, la révolte des urnes ?

Ce 7 février 2021 ce pays connaîtra des élections présidentielles et parlementaires d'une signification particulière; elles auront le parfum d'une correction car le président sortant, Lenin Moreno, élu largement en mai 2017 en tant que candidat de la gauche du pays décida, une fois installé, de trahir ouvertement le programme pour lequel il fut élu et les mouvements sociaux et personnalités qui lui avaient fait confiance. En effet, il commença par accepter très docilement les diktats du Fonds Monétaire International visant à imposer une politique d'austérité dans les domaines d'éducation, santé, services sociaux pour préparer en même temps la privatisation d'entreprises du secteur public comme la compagnie de téléphone, les centrales hydroélectriques, les raffineries de pétrole, etc. Le summum de sa bassesse eut lieu lorsqu'il décida, sur le plan des relations internationales,

de reconnaître et inviter au pays, le protégé de Trump, Juan Guaido comme président du Venezuela.

Maintenant, voyant que le soutien populaire au candidat de la gauche Andrés Arauz ne cesse de croître, Moreno a cherché, avec toutes les arguties possibles d'empêcher l'approbation de cette candidature. Il lui serait insupportable en effet qu'un candidat qui se réclame héritier de Rafael Correa, celui précisément que Moreno avait honteusement trahi, puisse revenir au pouvoir pour continuer et approfondir les transformations progressistes que l'ancien président avait accompli.

Bien entendu, Moreno, qui conscient de la répudiation de la population (moins de 5 % de popularité) ne se présentera pas, n'est pas seul dans son projet réac-

tionnaire. La Maison Blanche, le Pentagone, restent particulièrement attentifs et actifs dans le procès politique et électoral moyennant l'activisme des candidats comme Carlos Lasso, les partis politiques à sa solde, les ONG's qui cachent leur jeu sous des projets soi disant "humanitaires", et bien sûr les organisations évangélistes qui deviennent, chaque jour plus, les chevaux de Troie du néolibéralisme dans le tiers monde.

Outre le mérite d'élargir et de confirmer le retour d'un esprit de résistance anti-impérialiste en Amérique latine avec les triomphes d'Alberto Fernández en Argentine, d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique, de Luis Arce en Bolivie et celle des forces chavistes en Venezuela, une victoire de la gauche en Equateur constituera un encouragement à tous les peuples qui se battent pour reprendre le droit de décider de leurs destins sans ingérences étrangères. ■

# Nouvelle année de lutte pour la libération de Julian Assange et pour le droit à l'information

Marie France Deprez

***Pour les partisans de Julian Assange, la date du 4 janvier 2021 restera marquante, puisque c'est ce jour-là que la juge britannique, Vanessa Baraitser, a fait part de sa décision concernant l'extradition demandée par les Etats-Unis.***

Une date que chacun devrait considérer comme importante puisqu'au-delà du journaliste Julian Assange, cette demande d'extradition a toujours été un signal envoyé à la presse et particulièrement aux journalistes d'investigation. En effet, même si l'accusation utilise le mot "espionnage" dans l'intention de priver Assange de la protection du Premier amendement et pour pouvoir, au contraire, l'exposer aux charges liées à "l'espionnage act", les faits qui sont reprochés à Assange correspondent au travail des journalistes d'investigation: chercher des sources et les interroger tout en préservant leur anonymat.

**Nombreux ont été les journalistes qui l'ont souligné.**

Glenn Greenwald, lui-même inculpé au Brésil, selon un acte d'accusation copié sur le modèle de celui rédigé pour Assange, et heureusement rejeté par un juge brésilien, continue de souligner les menaces que l'affaire Assange fait peser sur la presse. Gunter Wallraff, un journaliste allemand a récemment donné une interview dans laquelle il répète que « le traitement infligé à Assange est un test décisif pour le futur du journalisme et de la liberté d'expression ».<sup>1</sup>

John Pilger, journaliste australien, ami de longue date d'Assange répète depuis des années que l'affaire ne concerne pas seulement Assange mais tous les journalistes. Andy Worthington, journaliste spécialiste de Guantanamo, insiste sur le fait que peu importe la personne, il faut défendre la position d'éditeur et de journaliste attaché à révéler la vérité. Cette

position est aujourd'hui occupée par Assange. L'accusation a essayé de faire croire que les problèmes venaient de sa personnalité, mais en réalité, il s'agit de la liberté de la presse.

Pendant les audiences de septembre, un des points cruciaux de l'accusation reposait sur le fait que les publications de WikiLeaks avaient mis des vies en danger. Des journalistes y ont témoigné de l'implication d'Assange pour la sécurité, notamment John Goetz, un journaliste allemand du Spiegel qui a travaillé avec l'équipe internationale rassemblée au Guardian. Il a souligné la déontologie d'Assange, rapportant qu'il a expurgé près de 15000 câbles pour protéger des vies. Depuis ces audiences, l'enregistrement d'un appel téléphonique<sup>2</sup> entre Assange et un avocat du département d'Etat américain prouve que dès qu'il a eu connaissance du risque que des documents (dont certains classifiés) ne soient rendus publics sans que WikiLeaks ne puisse plus le contrôler, il a cherché à avertir le gouvernement des Etats-Unis.

Nicky Hager, journaliste néozélandais a aussi témoigné. Il est un des initiateurs de la pétition « Speak up for Assange » aujourd'hui signée par près de 1600 journalistes. Si aujourd'hui de grands journalistes prennent position pour Assange et pour WikiLeaks, l'ensemble des médias refuse encore de soutenir celui qui est le premier d'entre eux à subir cet acharnement. Le rôle de la presse est essentiel car seuls des citoyens bien informés peuvent prendre des décisions. Julian Assange le sait, il a informé malgré les risques. Tous les journalistes devraient le soutenir. Leur silence doit être brisé.

De nombreux médecins ont également réclamé sa libération. Car oui, il s'agit de

<sup>1</sup> <https://www.legrandsoir.info/le-traitement-inflige-a-assange-est-un-test-decisif-pour-le-futur-du-journalisme-et-de-la-liberte-d-expression.html>

<sup>2</sup> <https://www.legrandsoir.info/project-veritas-publie-l-audio-d-assange-avertissant-le-gouvernement-americain-de-la-fuite-dommable-d-informations.html>

la liberté d'expression et des droits de la presse mais il s'agit aussi, tout au long de ces 10 années, d'acharnement, de violation des droits humains. En 2016, l'Organisation des Nations Unies a qualifié la détention d'Assange de détention arbitraire et a réclamé sa libération immédiate assortie de compensations. Depuis la situation n'a fait que s'aggraver et sa santé de se dégrader.

**Des avocats, des juristes (Lawyers4 Assange) réclament sa libération.**

Au Royaume-Uni, plusieurs syndicats ont lancé des appels et en Belgique, la pétition du Comité Free.Assange.Belgium circule parmi les délégués à la CGSP-ALR, à la CGSP cheminots, dans plusieurs secteurs de la FGTB. Enfin, dans différents pays, les représentants politiques commencent aussi à bouger. En Australie, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Conseil de l'Europe aussi, des groupes interpartis se construisent pour réclamer sa libération. En Belgique, on sent que dépasser les clivages politiques est très difficile, mais il faut espérer et travailler à fédérer des parlementaires autour d'une résolution dans laquelle la Belgique prendrait enfin position pour sa libération.. ■

## À lire : « Fils du Peuple », de Marcel Couteau

Notre camarade de la région du centre Marcel Couteau vient de publier un livre sur sa vie et ses combats. Né en 1933 dans une famille ouvrière qu'il qualifie de génétiquement communiste, Marcel travaille dès ses 14 ans et devient rapidement un syndicaliste de combat notamment pendant une grève en 1967 lors de la fermeture des Ateliers Germain Anglo. C'est donc tout naturellement qu'il adhère au PCB. Sur le plan politique, il exercera successivement des mandats de conseiller, échevin et Bourgmestre dans sa commune du Roeulx et sera élu et réélu député en 1968 et 1971. Le conseil communal du Roeulx a récemment rendu hommage à Marcel, pour ses cinquante années de présence en son sein.

Ce livre (15,00 €) peut être commandé à la Fédération liégeoise du PCB/ 0470/588678.

# La violence policière comme réponse aux révoltes sociales

Marc Pierret

**A propos du film « Un pays qui se tient sage » et du roman « Dernière sommation » ; film et roman de David Dufresne**

L'Article 12 de la Déclaration des Droits de l'Homme stipule que la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite l'existence d'une force publique chargée de la faire respecter. Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'usage particulier, et encore moins abusif, de ceux auxquels elle est confiée.

David Dufresne, écrivain, documentaliste, reporter de terrain et réalisateur, révèle les dérives des forces de l'ordre envers les manifestants et les journalistes. Son roman, *Dernière sommation* (Grasset 2019), place ce récit au cœur de manifestations des gilets jaunes pour dénoncer les abus de l'autorité. Cette fiction rend compte des blessures bien réelles infligées aux manifestants et même à de simples passants. Rien que durant la période de décembre 2018 à juin 2019, on dénombre cinq mains arrachées, vingt-quatre personnes éborgnées, une centaine d'autres blessées à la tête. On signale un total de 860 cas de brutalités et de manquements à la déontologie policière. On est loin de la mythique doctrine du maintien de l'ordre à la française, soi-disant faite de mesure et de proportionnalité. La réalité, par contre, est toute autre: des policiers sans matricule apparents, cagoulés, avec des véhicules sans plaques minéralogiques, ni formés, ni entraînés, ni équipés, se sentent inattaquables. Les agents semblent livrés à eux-mêmes; on dirait qu'ils agissent sans aucune consigne ni ordre, juste un déchaînement. et gratuit. Or c'est exactement le contraire. Ces policiers sont strictement aux ordres; ils suivent des directives d'en haut, et de bien haut. Ils



sont envoyés à casser des protestataires pour les dissuader de persévérer dans leur révolte et en dissuader d'autres de les rejoindre. Hélas, par après, ce ne sont pas les ministres qui sont victimes des colères de la population mais les policiers.

Pour exercer « efficacement » ces répressions, les forces de l'ordre ont entre les mains de nouvelles armes de guerre, les fameuses LBD et autres grenades explosives GLI-F4 contenant du TNT ; en plus, l'usage de drones commence à se généraliser. Preuve que l'état bourgeois ne se gêne pas pour faire usage des progrès technologiques afin d'optimiser ses capacités coercitives. *Dernière sommation* n'est ni un essai ni un document, mais un roman très politique écrit pendant les faits rapportés, comme une traversée du réel. Dans ce récit d'une écriture alerte, séquencé en chapitres courts, l'auteur multiplie les points de vue et les situations, d'un rond-point à la salle de commandement de la préfecture de police. Les protagonistes sont des personnages de fiction, mais inspirés de la réalité. Celui d'Étienne Dardel ressemble à l'auteur, il partage avec lui ses inquiétudes devant cette société de plus en plus sécuritaire avec sa technologie, la télé-surveillance, *Twitter*, les smartphones... Les autres acteurs sont également la synthèse de personnes bien réelles. Ainsi, Vicky, jeune réalisatrice et graffiteuse, amputée d'une main, montre que la violence de la police n'est autre que le visage du pouvoir.

## Un pays qui se tient sage

Faisant suite à ce livre, David Dufresne réalise un film sur le même sujet, les violences policières. L'auteur réunit ici des

vidéos tournées entre novembre 2018 et février 2020 pendant le mouvement des gilets jaunes. Pour ce documentaire, il a collecté de nombreuses images de violences policières filmées principalement lors de ce soulèvement, par des vidéastes amateurs et professionnels et diffusées via les réseaux sociaux. Dans le film comme dans le livre, les faits rapportés sont dûment vérifiés, les sources méticuleusement recoupées. Leur authenticité est vérifiée. Tout le travail fut de remonter à la source, recouper et contextualiser.



Souvenons-nous de cette vidéo réalisée à Mantes-la-Jolie en décembre 2018 par un policier. On y voit l'arrestation de plusieurs dizaines de lycéens humiliés, soupçonnés d'avoir participé à l'incendie de poubelles et de deux voitures, contraints à demeurer à genoux, les mains sur la tête, dans l'humidité et le froid. Le CRS, auteur du document, se permet ce commentaire : « Voilà une classe qui se tient sage ! » Mutatis mutandis, ces mots intituleront le film de Dufresne : *Un pays qui se tient sage*.

En tant que lanceur d'alerte David Dufresne interroge la légitimité de la violence exercée par l'État. « À partir du moment où le pouvoir semble peu légitime, l'emploi de la force devient lui-même moins légitime. De mon point de vue, nous sommes dans un moment où le pouvoir met en avant la police, comme un levier, comme son bras armé, faute de pouvoir ou de vouloir répondre autrement, notamment en terme de justice sociale. »

Cette phrase, résonne plus que jamais aujourd'hui et est le point de départ du film de David Dufresne. ■

## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

### Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.  
**Bruxelles :** Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles  
**Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Cercle

Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège.  
**Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.  
**Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

Michel Collon,  
« COVID-19 : les populations ont le droit de savoir » • pp. 2-4

### ACTUALITÉ

*En route vers le troisième génocide arménien ?*  
Dogan Özgüden • p. 5

### SOCIAL

*Quel monde faisons-nous aux suivants ?*  
Martin Willems • pp. 6-7

### ACTUALITÉ

*Enjeux dans le monde du travail en 2021*  
Carine Rosteleur • p. 8

### SOCIAL

*Graves menaces sur le droit de grève*  
Marc Denonville • p. 9

### ACTUALITÉ

*Il y a 60 ans, Patrice Lumumba : le prix à payer*  
Marc Denonville • pp. 10-11

*Joe Biden, la Reine d'Angleterre et le « cadeau » de Sanders*  
Vladimir Caller • pp. 12-13

### ACTUALITÉ COVID

*Surveiller et punir : une dangereuse dérive totalitaire*  
Bernard Lefevre • p. 14

### ACTUALITÉ

*Un autre Israël existe*  
Vladimir Caller • p. 15

### INTERNATIONAL

*Venezuela, des élections transparentes dans un contexte difficile*  
Georges Berghezan • pp. 16-17

### ACTUALITÉ

*Nouvelle année de lutte pour la libération de Julian Assange et pour le droit à l'information*  
Marie France Deprez • p. 18

### LITTÉRATURE ET CINÉMA



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement  
 Rédacteur en chef : Vladimir Caller

### Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

### Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

**ATTENTION !** lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.